

L'impact de l'effondrement des cours du pétrole sur les grands indicateurs macroéconomiques en Algérie

Mr. LADJEDEL Khaled¹

Résumé

Au vu du cas de l'économie algérienne, l'Algérie représente le cas-type de la «Maladie Hollandaise», la malédiction des pays qui se retrouvent dépendants de leurs seules matières premières (Les Hydrocarbures), et suite au recul des cours du pétrole, le gouvernement est donc pris à la gorge, Il est dans une situation extrêmement difficile quant aux mesures à entreprendre pour maintenir un cap bien clair et sortir de cette crise. Le gouvernement, ainsi que les institutions de la république adoptent ces temps-ci une politique de communication confuse au sujet du cap choisi pour relancer la croissance et renverser la courbe de l'effondrement des cours du pétrole. Il est clair que le gouvernement a adopté certaines mesures pour apporter une solution efficace et rapide notamment au problème de compétitivité et du chômage, et avoir un secteur financier plus sûr, plus sain et plus solide. Mais ces dernières jugées insuffisantes, car le vrai remède qu'il faut apporter est celui consistant à adopter des réformes structurelles touchant d'un coté ; le système du cercle vicieux du secteur du pétrole qui est caractérisé de longue date par la pré-éminence de grandes compagnies pétrolières étrangères, qui l'exploitent dans le cadre de contrats de concession et depuis plus récemment de contrats de partage de production établis avec l'États, et de l'autre coté, le marché du travail et les dépenses publiques, lesquelles recommandées vivement par le gouvernement algérien.

Mots clés: Rente pétrolière, Cours du Pétrole, PIB, Chômage, Sphère monétaire, Inflation.

ملخص

تتطرق حالة الاقتصاد الجزائري تماما على ما يعرف بـ "المرض الهولندي"، والذي يعنى بالدول التي تجد نفسها تعتمد على الموارد الطبيعية (قطاع النفط)، إذ أدى انخفاض أسعار النفط إلى تباطؤ الاقتصاد الجزائري، مما وضع الحكومة في وضعية صعبة للغاية، تبحث باستمرار عن التدابير الواجب اتخاذها للخروج من هذه الأزمة، والمحافظة على الموازنة العامة للسياسة الاقتصادية في البلاد. إذ صاحب هذا الانخفاض نقشفا في الإنفاق الحكومي وتراجعا في الأداء الاقتصادي، انعكس سلبا على حركة التنمية الاقتصادية في جميع القطاعات. وفي هذا الاطار اتخذت الحكومة بعض الخطوات من أجل توفير حل فعال وسريع لبعض المشاكل التي تعزى بالقدرة التنافسية والبطالة، ومحاولة اعادة هيكلة القطاع المالي وجعله أكثر أمنا وصلابة، ولكن تعتبر هذه الخطوات غير كافية وغير واضحة المعالم، إذ من الواجب اعتماد إصلاحات هيكلية توحى من جهة، إلى تنويع الاقتصاد وعدم الاعتماد على قطاع واحد فقط كقطاع النفط في تغذية الخزينة العمومية، خصوصا وإذا كان هذا الأخير يتميز بحماية طويلة لشركات أجنبية كبرى، تعمل بموجب عقود امتياز، وتتقاسم الانتاج مع الدولة، ومن جهة أخرى، تنظيم سوق العمل و ترشيد الإنفاق العام، بما يخدم تغليب المصلحة الاقتصادية والاجتماعية والأمنية على باقي المصالح التي لا تخدم الوطن.

الكلمات المفتاحية: الربيع البترولي، سعر البترول، الناتج الداخلي الخام، البطالة، التضخم

¹ LADJEDEL Khaled, Maitre assistant-A-, Faculté des Sciences Economiques, Univ-Djillali Bounaama, Khmiss-Miliana

I. -Introduction

Quatre-vingt-septième économie au classement mondial sur la compétitivité économique¹, L'Algérie est frappée de plein fouet par la crise économique suite à l'éclatement de la bulle de chute des prix du pétrole à partir de l'année 2013, alimentée en particulier par le laxisme bancaire, notamment en matière de prise de risque, et l'innovation financière.

Avant l'émergence de cette crise, l'énergie fossile était la vitrine de l'économie Algérienne, et on a parlé du miracle algérien en termes de dynamisme et de croissance. Mais, ce miracle n'était en réalité qu'un mirage. Actuellement, en plein marasme économique, tous les indicateurs macroéconomiques sont très alarmants.

Cette dernière baisse des prix du pétrole, traduit dans la plus part des pays rentiers notamment l'Algérie, un déséquilibre dans leurs situations financière, et une instabilité pertinente dans leurs grands indicateurs macroéconomiques. Face à cette situation, il est cependant impératif d'essayer de répondre à travers cette recherche à **la problématique qui suit**:

Quelles sont les principaux effets de l'effondrement des cours du pétrole sur le produit intérieur brut, la sphère monétaire et inflation et d'autres indicateurs macroéconomiques en Algérie?

Pour y répondre au mieux, nous avons jugé utile de subdiviser cette recherche en quatre sections, nous débuterons dans la première par l'étude de l'antérieur des prix du pétrole et du dernier choc pétrolier. Dans la deuxième section, nous allons mettre en évidence la répercussion de la baisse des prix du pétrole sur l'indicateur chômage en Algérie. Quant à la troisième section, nous allons étudier l'impact de la chute des cours du pétrole sur le produit intérieur brut Algérien. En dernier nous analyserons la situation de la sphère monétaire et inflation suite à ce choc pétrolier.

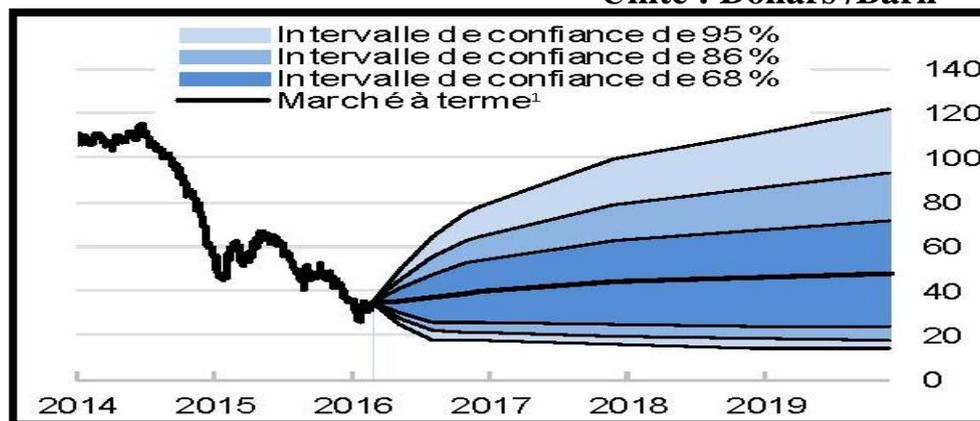
I. Baisse des prix du pétrole

La baisse des prix du pétrole de 2013-2016 a commencée à partir de l'été 2013 où le prix du pétrole baisse significativement et voit cette tendance se poursuivre jusqu'en 2016. Cette baisse des prix traduit un déséquilibre sur le marché pétrolier, en effet la production pétrolière mondiale est en surproduction pendant cette période, c'est-à-dire que l'offre est supérieure à la demande². Cette baisse des cours s'inscrit dans un contexte géopolitique et économique particulier : ralentissement de l'économie chinoise, baisse de la demande mondiale, retour de l'Iran dans les échanges internationaux, rivalité entre les États-Unis et l'Arabie saoudite autour du contrôle des parts de marchés, et

l'émergence des énergies nouvelle et non conventionnelle dans le monde etc. Étant donné la place du pétrole dans l'économie mondiale et son importance géostratégique et même géopolitique, une telle baisse induit de multiples conséquences.

La prépondérance de l'industrie pétrolière rend l'Algérie particulièrement vulnérable à une chute des cours du pétrole*. De plus, il s'agit d'un secteur capitalistique qui ne crée pas beaucoup d'emplois, le pétrole étant une activité offshore qui a très peu de liens avec l'économie locale³.

Graphique N° 01 : Cours du Pétrole dans la période 2014-2020
Unité : Dollars /Baril



Source : Bloomberg; calculs du FMI.

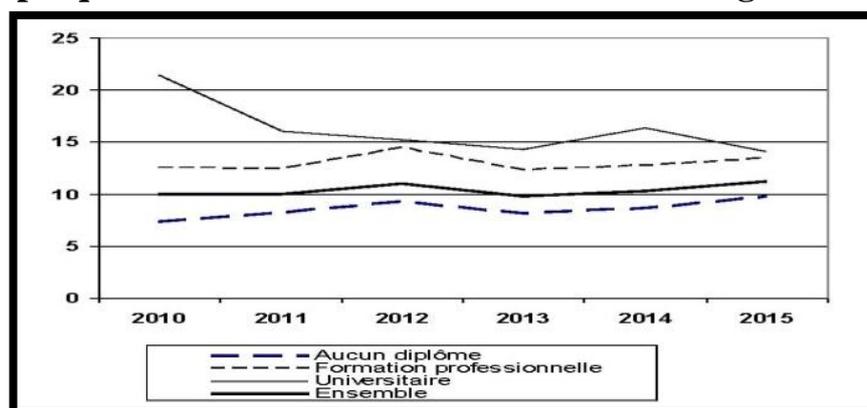
De l'analyse du Graphique N° 2, nous pouvons conclure que :

Entre juillet 2014 et février 2016 le cours du Brent a baissé de plus de 65%, passant de 110 à 35 dollars par baril. Selon certains analystes, le prix du baril ne devrait pas remonter au-dessus de 80 dollars avant 2020, et certains scénarios envisagent même des prix évoluant autour de 50 dollars le baril jusqu'à la fin de la décennie 2010⁴.

Et dans cette recherche, on va étudier l'impacte de l'effondrement des cours du pétrole sur les grands indicateurs macroéconomiques en Algérie, notamment le chômage, le produit intérieur brut, le secteur monétaire comme suit:

II. Le chômage

Une large partie des recettes, finance l'emploi dans un pays rentier comme l'Algérie, et quand les prix baissent, leurs recettes diminuent et les déficits dans le secteur de l'emploi se creusent. L'impact est d'autant plus important sur l'indicateur du chômage.

Graphique N° 02 : L'évolution du taux de chômage 2010 -2015

Source : ONS : **ACTIVITE, EMPLOI & CHÔMAGE EN SEPTEMBRE 2015**, Bulletin numéro 726, la Direction Technique chargée des Statistiques de la Population et de l'Emploi, Algérie, 2016, p4.

De l'analyse du Graphique N° 2, nous pouvons conclure que :

L'indicateur du chômage a atteint au premier trimestre 2016 le taux 9.9%, avec une population en chômage estimée à 1,198 million de personnes. En avril dernier, le nombre de la population active a atteint 12,092 millions de personnes. La population active est l'ensemble des personnes en âge de travailler et disponibles sur le marché du travail, qu'elles aient un emploi ou qu'elles soient en chômage. Quant à la population occupée (personnes ayant un emploi), elle a été estimée à 10,895 millions de personnes en avril dernier, composée de 8,83 millions d'hommes (81,1% de la population occupée) et de 2,06 millions de femmes (18,9%). En outre, des disparités significatives sont observées selon l'âge, le niveau d'instruction et le diplôme obtenu. Pour les personnes âgées de 25 ans et plus, le taux de chômage est de 7,5% avec un taux de 5,9% chez les hommes et de 13,7% chez les femmes⁵.

Par définition; Le chômage est la situation d'une personne qui, souhaitant travailler et ayant la capacité de le faire (âge notamment), se trouve sans emploi malgré ses recherches. L'absence d'emploi peut résulter d'une entrée dans la vie active, du désir de retrouver un emploi après une période d'inactivité, d'un licenciement, d'une démission volontaire ou d'un désir de changer d'activité⁶. Certes le taux de chômage indiqué par l'ONS en Algérie a baissé dans la période 2014-2016, alors que tous cela ne reflète pas vraiment la situation réelle du vrai taux de chômage dans le pays, d'un côté, puis ce que la majorité des institutions que l'état a créé au cours des dernières années pour absorber le chômage notamment la DAS et l'ANEME...etc, et même les dispositifs de microcrédits ANSEJ-ANGEM-CNAC se trouvent dans une situation critique, et elles n'y arrivent encore plus à embaucher suite à des directives d'état et l'incapacité financière dû à la baisse des prix du pétrole. Et de l'autre côté le manque de la

sensibilité par l'état et les associations concernées pour bien encadrer les demandeurs d'emploi, et permettre un vrai recensement des chômeurs en Algérie, et avoir un taux de chômage qui interprète vraiment la définition citée en haut.

Il s'agit pour les pouvoirs publics, par un langage de vérité, seule condition de mener une politique économique fiable et sérieuse pour corriger les effets pervers du chômage et non de se réfugier dans des illusions suicidaires pour le pays, de tester trois hypothèses avec diverses combinaisons mathématiques⁷.

Hypothèse 1: Si l'on applique 10% et 15% de sureffectifs représentant des emplois temporaires souvent improductifs désherber les trottoirs par exemple émergeant au niveau des APC, au niveau sein des administrations publiques et entreprises publiques représentant en moyenne 40% de l'emploi total, quelle serait le taux réel de chômage pour 10% et 15%?

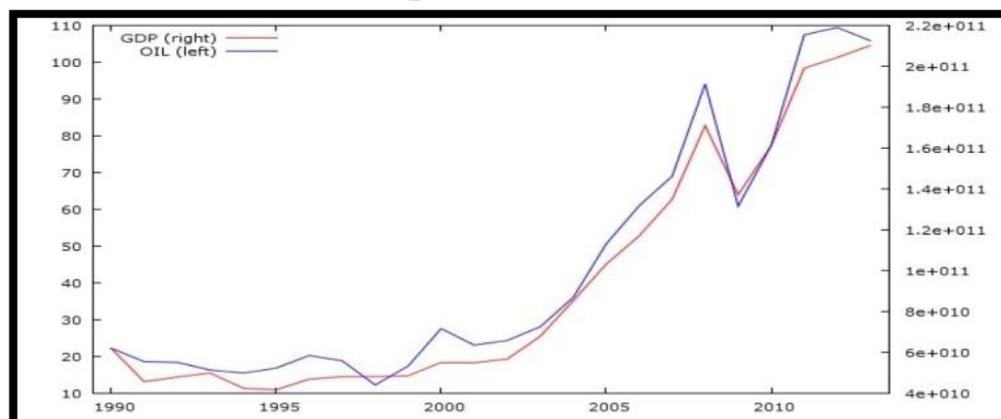
Hypothèse 2: Si l'on applique le taux d'activité pour 25 et 30% de la population féminine quelle serait le taux de chômage ? Si l'on redresse à la fois par les sureffectifs et l'accroissement du taux d'activité féminin quelle serait le taux de chômage, en combinant à la fois les hypothèses 1 et 2 donnant quatre variantes.

Hypothèse 3: viendrait se rajouter en prospective entre 2016/2018: la dépense publique irriguant l'ensemble du secteur économique public et privé notamment dans les infrastructures, quelle serait le taux de chômage avec une réduction de 10% et de 20% de cette dépense suite à la baisse du cours des hydrocarbures? Cette hypothèse combinée aux hypothèses 1 et 2, nous donnerait un nombre de scénarios supérieurs à quatre.

III. Le Produit Intérieur Brut

Sur le plan économique, les fondamentaux en Algérie ne cessent de se dégrader depuis le milieu de l'année 2014, plombés par l'effondrement des cours du pétrole. Mais le budget qui vient d'être approuvé marque un tournant. En 2015, la croissance a été touchée de plein fouet par la dégringolade des cours de l'or noir, de 100 dollars le baril en 2014 à 59 dollars en 2015, pour ressortir à 2,9 %, contre 3,8 % en 2014. Tablant au départ sur un repli passager, les autorités n'ont pas assaini leur position budgétaire et ont ainsi doublé leur déficit, qui a atteint -15,9 % du PIB en 2015. Le déficit du compte courant a pour sa part été multiplié par trois, à -15,2 % du PIB. En dépit d'un durcissement de la politique monétaire, les prix ont flambé, l'inflation atteignant 4,8 %, conséquence partielle de la dépréciation de 20 % de la valeur nominale du dinar visant à corriger les déséquilibres extérieurs. Le chômage a franchi la barre des 10 % et touche particulièrement les femmes et les jeunes⁸.

Graphique N° 03: L'évolution des prix du pétrole et le PIB dans la période 1990-2013



Source: Tarek ben Kacemi & Zahra farhani : **Les fluctuations des prix du pétrole sur le marché mondial et son impact sur la croissance économique en Algérie**, feuilles de colloque international sur : **Stratégie de diversification de l'économie nationale entre – opportunités et potentialités interne, contraintes des engagements externes**, Faculté, des sciences économiques, Université Sétif1, Algérie, P125.

De l'analyse du Graphique N° 3, nous pouvons conclure que :

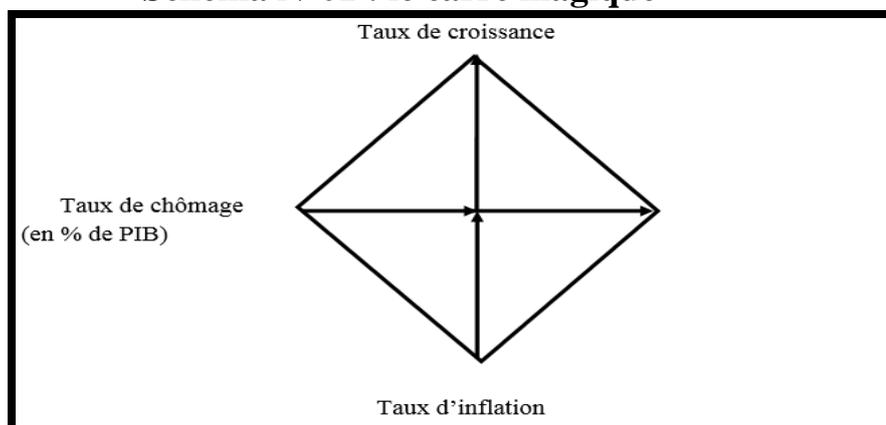
La baisse prévue des cours du pétrole implique que les recettes pétrolières seront faibles pendant les années à venir, ce qui réduira considérablement la capacité de dépense des États. Les recettes d'exportation des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont diminué de 390 milliards de dollars en 2015 (17½ % du PIB). Malgré la compensation partielle liée à l'allègement de la facture des importations du fait de la modération des cours des matières premières hors pétrole, le solde des transactions courantes combiné des pays du CCG et de l'Algérie est passé d'un excédent confortable à un déficit attendu d'environ 8 % du PIB en 2016. Le déficit des autres pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devrait, selon les projections, atteindre 4¾ % du PIB cette année. Le solde des transactions courantes ne devrait s'améliorer que progressivement à moyen terme sous l'effet d'une légère remontée des cours et des mesures d'ajustement budgétaire mises en œuvre. Le Produit intérieur brut nominal de l'Algérie (PIB) devrait s'établir à 166 milliards de dollars (mds USD) en 2016 contre 172,3 mds USD en 2015⁹.

IV. La sphère monétaire et inflation

La politique monétaire est une composante importante de la politique économique qui, à côté de la politique budgétaire et fiscale, contribue à la régulation macroéconomique. Ses objectifs finaux sont donc, en principe, ceux de la politique économique générale. Ceux-ci peuvent être présentés par le carré magique schématisé ci-dessous, dont les quatre sommets sont : taux d'inflation

(une inflation maîtrisée se matérialisant en une stabilité des prix), taux de croissance (une croissance économique soutenue), taux de chômage (un faible taux de chômage) et solde extérieur (un équilibre extérieur)¹⁰.

Schéma N°01 : le carré magique



Source : Jézabel Couppey- Soubeyran: **monnaie, banque, finance** , Les Presses universitaires de France, 1^{ère} édition, Paris, France, 2010, P 214.

De ce fait, la politique monétaire est considérée comme un levier important qui permet de réaliser les objectifs ci-dessus cités, sachant que l'objectif principal de la politique monétaire est d'adapter le mieux possible l'offre de la monnaie du système bancaire aux besoins des agents économiques, afin de favoriser la croissance et le plein emploi. Pour concrétiser les objectifs finaux visés par la politique monétaire, les autorités monétaires doivent respecter une priorité, considérée comme étant la principale finalité de toute politique monétaire, il s'agit en effet de la stabilité des prix. Afin d'atteindre cet objectif, les autorités monétaires définissent des objectifs intermédiaires, lesquels peuvent être considérés comme des indicateurs dont les variations seraient un bon reflet de l'objectif final (stabilité des prix); pour qu'ils soient efficaces, les objectifs intermédiaires doivent satisfaire un certain nombre de conditions¹¹:

- Ils doivent, en effet, être un bon reflet de l'objectif final escompté, c'est-à-dire des bons indicateurs de l'évolution de l'objectif final ;
- Leurs évolutions doivent être aisément contrôlables par la banque centrale ;
- Ils doivent enfin être clairs, simple à comprendre par le public, c'est-à-dire lisibles par tous les acteurs économiques.

Ainsi donc, la réalisation de l'objectif final passe par une action qui s'appuie sur des objectifs opérationnels qui, à leurs tours, permettent d'atteindre des objectifs finaux comme on l'a déjà montré dans le premier schéma.

Si le rôle de l'Etat au sein de la vie économique est sujet à débats, il est un domaine où l'économie ne peut se passer d'un acteur public : la mise à disposition d'une monnaie commune à tous les agents économiques. La monnaie

remplit en effet trois fonctions-clés dans la vie économique: elle joue les rôles d'unité de valeur, d'intermédiaire dans les échanges et de réserve de valeur. Le pouvoir de «frapper monnaie» fait partie des fonctions de l'Etat. Celui-ci est investi d'une politique monétaire, qui vise à gérer les besoins de l'économie en monnaie, pour les échanges nationaux comme les échanges internationaux. La politique monétaire comprend donc la politique de change. L'objectif de la politique monétaire est d'assurer un certain volume de liquidité de l'économie afin de favoriser, à l'intérieur, croissance et stabilité des prix, et, à l'extérieur, l'équilibre des échanges, en ligne avec les objectifs de la politique économique¹².

V.1 La sphère monétaire

Pire encore, l'Algérie plonge dans la récession (croissance négative). En somme, ces chiffres témoignent de la dégradation des finances publiques algériennes.

Le boom des années 2000 va, quant à lui, ouvrir une nouvelle phase et donner lieu à une nouvelle situation: la surliquidité monétaire. La politique monétaire va s'efforcer de stabiliser les prix en stérilisant les surplus. Telle est schématiquement, l'évolution qui a caractérisé la conduite de la politique monétaire durant les deux dernières décennies¹³.

Les fluctuations des prix du pétrole ont des conséquences fondamentales sur la liquidité des banques et la politique monétaire. En effet, lorsqu'il y a une contraction des revenus issues de l'exportation des hydrocarbures, on enregistre une baisse des réserves en devises par conséquent une raréfaction des ressources financière internes et externes. Pour palier à ce déficit le plus souvent inattendu, les autorités publiques sont souvent contraintes de recourir à l'emprunt international pour mobiliser les ressources externes et au financement monétaire pour disposer des ressources internes¹⁴.

Encore une fois, à la fin du mois de l'année dernière, une nouvelle crise a surgi et a touché les banques algériennes, en particulier celles qui nécessitent en urgence des milliards de Dinars pour assainir ses actifs toxiques relatifs à d'un côté l'immobilier, notamment les programmes derniers de l'AADL et LPP et d'autres projets dans le génie civil, et de l'autre côté la subvention dans l'agriculture et ses impacts négatifs sur l'agriculteur et sur la production de l'agriculture-même. Mais quels seront les mécanismes et les plans à mettre en place pour voler au secours des banques algériennes dans un contexte mondial révélant des failles on évitant la banqueroute dans son organisation?

L'expérience algérienne en matière de financement pose, à l'instar des expériences des économies planifiées, une multitude d'inadaptation qui a créé un état de dysfonctionnement généralisé. L'essentiel de ces inadaptations trouve son origine dans le système d'organisation et de contrôle économique adoptés¹⁵.

Le principal déficit de l'économie algérienne consiste à soutenir la croissance des secteurs productifs (Agraire et Manufacturier) qui est à la traîne du secteur des hydrocarbures, en ciblant simultanément la réduction du taux de chômage et le maintien de la stabilité des grandeurs macroéconomiques fondamentale¹⁶.

Tableau 1 : Situation Du Marché Monétaire Algérien en 2015

Intervention Banque d'Algérie	28/02/2015	31/03/2015	Variation
Les opérations d'Open Market	-	-	-
Reprise de Liquidité	1207000,00	1054500,00	-152500,00
Facilités Permanentes	-	-	-
Dont : Facilités de Prêt Marginal à 24 H	-	-	-
Facilités de dépôt Rémunéré à 24 H	184330,00	70100,00	-114230,00

Source : Donnée de la Banque d'Algérie

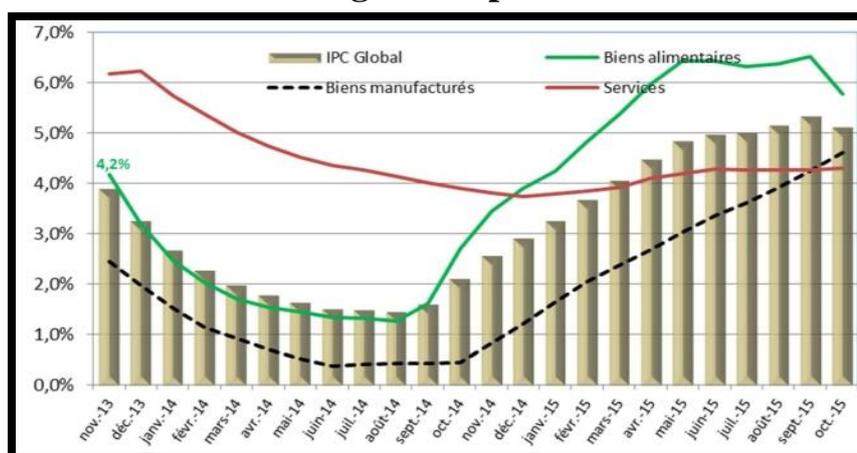
De l'analyse du tableau ci-dessus cité, nous pouvons conclure que :

La Banque d'Algérie poursuit son action de résorption de l'excès de liquidité sur le marché monétaire par la mise en œuvre des instruments indirect de la politique monétaire. Le montant absorbé au titre de la reprise de liquidité par appels d'offres a atteint 1054,5 milliards de dinars à fin mars 2015 contre un montant de 1207 milliards de dinars à fin février 2015, soit un recul de 152,5 milliards de dinars. Les encours des reprises de liquidités à 7 jours, 3 mois et 6 mois s'élève respectivement à 700,5 milliards de dinars, 275 milliards de dinars et 79 milliards de dinars¹⁷.

V.2 L'inflation en Algérie

L'inflation annuelle moyenne qui avait atteint un maximum décennal de 8,9 % en janvier 2013, a commencé à décroître en février de la même année et cette tendance baissière s'est poursuivie durant 19 mois, pour atteindre son minimum de 1,5 % en août 2014. Elle s'est de nouveau retournée depuis pour croître et aboutir à 5,3 % en septembre 2015. Elle s'infléchit au mois suivant à 5,1 %, portant l'indice à 176,07 points base 100 en 2001. Cette croissance de l'inflation durant les quatorze derniers mois (septembre 2014 à octobre 2015) est due, d'une part à la hausse substantielle des prix des biens alimentaires, dont la contribution à l'inflation moyenne annuelle a presque toujours dépassé leur pondération dans l'indice des prix (43,1%) et d'autre part, et de manière significative, à la contribution des biens manufacturés, sans que toutefois elle ne dépasse leur pondération de 39,9 %¹⁸.

Graphique 4: L'inflation annuelle moyenne selon la catégorie de produits



Source : Données de l'Office national des statistiques.

De l'analyse du Graphique N° 4, nous pouvons conclure que :

L'accélération de l'inflation en Algérie, en moyenne annuelle, qui est passée de 2,1% en octobre 2014 à 5,1 % un an plus tard (+3,0 points de pourcentage), est observée pour tous les groupes de produits, à des taux compris entre 1,19% (logement et charges) et 8,16 % (habillement et chaussures). Cette accélération se manifeste aussi selon les catégories de produits. Ainsi, les prix des biens alimentaires ont augmenté de 5,78%, en hausse de 3,1 points de pourcentage en une année. La dérive des prix des biens agricoles frais de 7,31%, conjuguée à l'inflation des biens alimentaires industriels (4,3%, la plus élevée depuis février 2013 ; 33 mois), en a constitué le facteur déterminant. Celle-ci s'explique par l'envolée des mercuriales de quelques produits frais, notamment la « pommes de terre », les « légumes », et le « poisson frais », de 29,83%, 15,01% et 10,16% respectivement. Par ailleurs, aussi bien les prix des services que des biens manufacturés, ont subi des hausses significatives de 4,3% et 4,6% respectivement.

V. Conclusion

Terrifié par la cure d'austérité imposée par l'état, les responsables algériens ont déclarés clairement qu'il n'y aura pas de plans de sauvetage de l'économie algérienne, alors qu'on doit donc diversifier l'économie si on veut lutter efficacement contre la pauvreté. L'Algérie dispose de nombreux atouts qui peuvent lui permettre de devenir l'une des locomotives économiques de la région magrébine, il y vraiment des secteurs comme l'agriculture (y compris l'agro-alimentaire) sont créateurs de richesse et d'emplois.

L'Algérie ne demandera pas l'aide ni de le FMI ni de l'Europe et des pays voisins. Cela augure d'un refus national d'être mise sous la tutelle de quelqu'un d'autre en dehors de l'Algérie, car c'est un synonyme de passage sous les

fourches caudines des occidentaux et du FMI en imposant un plan d'austérité qui s'ajoute aux plans déjà appliqués dans les années 90 qui ont eu de lourdes conséquences sur le pouvoir d'achat des ménages (baisse des salaires et retraites et suppression de certains avantages sociaux...etc.) et sur la croissance économique en conséquence. On s'est aperçu qu'on est dans une spirale sans issue si on continue à appliquer des mesures d'austérité. D'un autre côté, l'Algérie ne veut plus connaître le même sort que celui des pays producteurs de pétrole et de gaz, c'est une question de souveraineté.

Références bibliograph

- ¹ Forum Economique Mondial (FEM) : **The Global Competitiveness Index 2015-2016 Rankings**, Annual Rapport, Cologny, Geneva, Switzerland, 2016, p4.
- ² Jean-Michel Bezat: **Le pétrole restera bon marché pour longtemps**, Le Monde, Paris, France, (consulté le 25 janvier 2017 sur le site officiel : http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/08/26/le-petrole-restera-bon-marche-pour-longtemps_4737002_3234.html).
- * Dans une interview à Brazzaville, le 18 janvier 2013, Eustache Ouayoro, le directeur des opérations de la Banque mondiale pour les deux Congo (RDC et République du Congo), évoque les perspectives de développement du Congo, et cela est un modèle qu'on peut l'appliquer vraiment sur l'économie algérienne.
- ³ Eustache OUAYORO : **Le Congo doit diversifier son économie et penser à l'après-pétrole**, Groupe Banque mondiale, Washington, États-Unis de l'Amérique, 2013, p2.
- ⁴ International Energy Agency: **World Energy Outlook 2015**, Paris, France, 2015, p4.
- ⁵ Office national des statistiques (ONS) : **ACTIVITE, EMPLOI & CHÔMAGE EN AVRIL 2014**, Bulletin numéro 671, la Direction Technique chargée des Statistiques de la Population et de l'Emploi, Algérie, 2016, p4
- ⁶ Patricia Sudolski: **Vous croyez que ça m'arrange d'être chômeuse ?** - ANPE, Assedic : la vraie vie des demandeurs d'emploi, Ramsay, Paris, 2005, p126.
- ⁷ Abderrahmane Mebtoul: **Quelle politique de l'emploi et des salaires pour l'Algérie**, Présidence de la République, volumes 8, 2016, p2.
- ⁸ Groupe Banque mondiale : **Algérie Présentation**, Washington, États-Unis, mise à jour / 30 sept. 2015 / <http://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/overview>.
- ⁹ FMI : **Perspectives de croissance dans la régionales - Moyen Orient-Afrique du Nord-Afghanistan-Pakistan (MOANAP)**, Washington, USA, 2016, p 2.
- ¹⁰ Amokrane Mustapha: **La conduite de la politique monétaire en Algérie durant les deux dernières décennies : objectifs et limites**, Revue de l'économie et finances, N° 01-2015, université de Chlef, Algérie, 2015, p136.
- ¹¹ Banque Centrale: **L'évolution économique et monétaire en Algérie**, Rapport annuel, Algérie, 2003, P87.
- ¹² Amokrane Mustapha: **La conduite de la politique monétaire en Algérie: un essai d'examen**, communication présentée au colloque « réformes et politiques économiques », Université de Tlemcen, Algérie, Novembre 2004, P2.
- ¹³ Samir BELLAL: **LA REGULATION MONETAIRE EN ALGERIE (1990 – 2007)**, Revue du chercheur, N° - 08, Université de Guelma, Algérie, 2010, p18.
- ¹⁴ Haoua Kahina : **L'impact des fluctuations du prix du pétrole sur les indicateurs économiques en Algérie**, Magister en économie, université Mouloud Mammeri, Tizi –Ouzou, Algérie, 2012, p226.
- ¹⁵ LATRECHE Tahar: **DEVELOPPEMENT DU SYSTEME BANCAIRE NATIONAL- Etat des lieux et perspectives**, Revue de Reformes Economiques et Intégration en Economie Mondiale, Ecole supérieur de commerce, Alger, Algérie, 2006, P21.
- ¹⁶ Aïssa Mouhoubi : **La rente pétrolière repensée – Elément d'analyse pour une nouvelle stratégie de développement**, Colloque international sous Thème : Finance et stratégies de développement, Hammamet, Tunisie, 21-23 Juin 2010, P5.
- ¹⁷ Banque d'Algérie : **Situation Mensuelle du Marché Monétaire Algérien**, Direction Générale des Etudes, Algérie, Mars 2015, p3.
- ¹⁸ Banque d'Algérie: **L'inflation au cours des dix premiers mois 2015**, Note d'information de la banque d'Algérie, Direction Générale des Etudes, Algérie, 2015, p 2.
- ¹⁹ Jézabel Coupey-Soubeyran: **Monnaie, Banque, Finance**, Les Presses universitaires de France, 1^{ère} édition, Paris, France, 2010, P214.
- ²⁰ Bloomberg; calculs du FMI.
- ²¹ ONS : **ACTIVITE, EMPLOI & CHÔMAGE EN SEPTEMBRE 2015**, Bulletin numéro 726, la Direction Technique chargée des Statistiques de la Population et de l'Emploi, Algérie, 2016, p4
- ²² Tarek ben Kacemi & Zahra farhani : **Les fluctuations des prix du pétrole sur le marché mondial et son impact sur la croissance économique en Algérie**, feuilles de colloque international sur : **Stratégie de diversification de l'économie nationale entre – opportunités et potentialités interne, contraintes des engagements externes**, Faculté, des sciences économiques, Université Sétif1, Algérie, P125